



## PRÉFET DES DEUX-SEVRES

Préfecture  
Service de la Coordination et du Soutien Interministériels  
Pôle de l'Environnement

Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement

### ARRÊTÉ

*portant ouverture d'une enquête publique  
sur la demande d'autorisation environnementale présentée par  
la SARL SAINT VARENTAIS ENERGIES  
relative à un projet d'exploitation d'un parc éolien comportant dix éoliennes,  
sur les communes de SAINT VARENT et SAINT GENEROUX*

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment le chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> ainsi que le titre VIII du même livre, et le titre I<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le tableau annexé à l'article R511-9 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées;

**VU** la demande d'autorisation environnementale déposée le 15 décembre 2017 et complétée les 26 décembre 2017, 22 juin, 30 octobre et 23 novembre 2018 par la SARL SAINT VARENTAIS ENERGIES, relative à un projet d'exploitation d'un parc éolien comportant dix éoliennes, sur les communes de SAINT VARENT (8 éoliennes) et de SAINT GENEROUX (2 éoliennes) ;

**VU** les pièces jointes à la demande susvisée comprenant notamment une étude d'impact soumise à l'avis de l'autorité environnementale ;

**VU** la décision du 20 décembre 2018 du président du tribunal administratif de Poitiers portant désignation du commissaire enquêteur;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** Il sera procédé sur le territoire des communes de SAINT VARENT et de SAINT GENEROUX, à une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SARL SAINT VARENTAIS ENERGIES, relative à un projet d'exploitation d'un parc éolien comportant dix éoliennes, sur les communes précitées.

## ARTICLE 2 :

Cette enquête sera ouverte pendant une durée de 33 jours consécutifs, soit du 11 février au 15 mars 2019 inclus, en mairie de SAINT VARENT et de SAINT GENEROUX.

Pendant cette période, les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés dans chacune des mairies concernées, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les heures et jours habituels d'ouverture au public et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet.

Celles-ci pourront également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur, à la mairie de SAINT VARENT, siège principal de l'enquête et par voie électronique à l'adresse e-mail suivante : [pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr](mailto:pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr), en indiquant précisément l'objet de l'enquête, selon ce modèle : St Varentais Energies.

Elles seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations et propositions du public reçues par voie électronique, seront consultables dans les meilleurs délais sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres à l'adresse suivante : <http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubriques « publications – annonces et avis – enquêtes publiques - enquêtes publiques départementales et arrêtés d'autorisation »).

## ARTICLE 3:

Cette demande d'autorisation environnementale constituée conformément aux articles R181-12 à R181-15-9 du code de l'environnement, comporte notamment une étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, sur cette étude d'impact.

## ARTICLE 4 :

Le président du tribunal administratif de Poitiers a désigné, pour conduire cette enquête publique, Monsieur Jean-Pierre CHAGNON, retraité de la gendarmerie, en qualité de commissaire enquêteur.

## ARTICLE 5 :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants:

- lundi 11 février 2019 de 9 h00 à 12 h00 - mairie de Saint Varent
- mardi 19 février 2019 de 14 h00 à 17 h00 - mairie de Saint Généroux
- vendredi 1<sup>er</sup> mars 2019 de 14 h00 à 17 h00 – mairie de St Généroux
- jeudi 7 mars 2019 de 9 h00 à 12 h00 – mairie de Saint Varent
- vendredi 15 mars 2019 de 14 h00 à 17 h00 – mairie de Saint Varent

## ARTICLE 6 :

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux du département concerné à savoir, Le Courrier de l'Ouest et La Nouvelle République dans les Deux-Sèvres, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et de nouveau dans les huit premiers jours de l'enquête.

Cet avis sera également publié par voie d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, dans les lieux d'affichage habituels, en mairie de SAINT VARENT et de SAINT GENEROUX, communes d'implantation du projet, ainsi qu'en mairie d'AIRVAULT, AVAILLES THOUARSAIS, BOUSSAIS, GLENAY, IRAIS, LUCHÉ THOUARSAIS, LUZAY, PLAINE ET VALLEES, SAINTE GEMME, SAINT JEAN DE THOUARS, ST LEGER DE MONTBRUN et THOUARS, dont une partie du territoire est située à une distance inférieure au rayon d'affichage de 6 km fixé par la nomenclature des installations classées.

L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu, par un certificat établi après clôture de l'enquête.

Pendant la même période, cet avis sera également affiché par le responsable du projet sur les lieux prévus pour la réalisation de l'opération projetée ; ces affiches, mesurant au moins 42 x 59,4 cm (format A2), établies en caractères noirs sur fond jaune et dont le titre « AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE » sera en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur, devront être visibles et lisibles de la ou des voies publiques.

En outre cet avis ainsi que la note de présentation non technique du projet seront publiés sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, à l'adresse suivante : <http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubriques « publications – annonces et avis – enquêtes publiques, enquêtes publiques départementales et arrêtés d'autorisation »).

De plus, l'ensemble du dossier de demande d'autorisation environnementale sera consultable pendant toute la durée de l'enquête publique, sur ce même site.

## ARTICLE 7 :

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête visés à l'article 2 seront mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera alors d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra à la préfecture des Deux-Sèvres l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé en mairies, accompagné des registres et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête.

Le préfet adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au responsable du projet.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la préfecture des Deux-Sèvres, et en mairie de SAINT VARENT et de SAINT GENEROUX, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. Ils seront publiés sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres et mis à la disposition du public pendant un an à l'adresse suivante: <http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubriques « publications – annonces et avis – enquêtes publiques - enquêtes publiques départementales et arrêtés d'autorisation »).

#### ARTICLE 8 :

La décision d'autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), assortie de prescriptions, ou la décision de refus, sera prise par arrêté du préfet des Deux-Sèvres.

#### ARTICLE 9 :

Des informations pourront être demandées auprès de la SARL SAINT VARENTAIS ENERGIES – 213 cours Victor Hugo 33323 BEGLES Cedex.

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique, sous format papier ou dématérialisé, à la préfecture – service de la coordination et du soutien interministériels – pôle environnement – pendant les heures d'ouverture au public.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de ce même service, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête ou pendant la durée de celle-ci.

#### ARTICLE 10 :

Les conseils municipaux de SAINT VARENT, SAINT GENEROUX, AIRVAULT, AVAILLES THOUARSAIS, BOUSSAIS, GLENAY, IRAIS, LUCHÉ THOUARSAIS, LUZAY, PLAINE ET VALLEES, SAINTE GEMME, SAINT JEAN DE THOUARS, ST LEGER DE MONTBRUN et THOUARS seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de la présente enquête. Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

#### ARTICLE 11 :

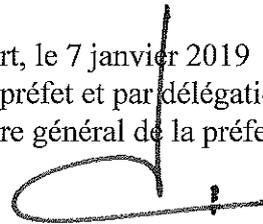
Le responsable du projet prend en charge les frais occasionnés par l'enquête publique, et notamment ceux relatifs aux différentes mesures de la publicité et à l'indemnisation du commissaire-enquêteur.

#### ARTICLE 12 :

Le secrétaire général de la préfecture, les maires de SAINT VARENT, SAINT GENEROUX, AIRVAULT, AVAILLES THOUARSAIS, BOUSSAIS, GLENAY, IRAIS, LUCHÉ THOUARSAIS,

LUZAY, PLAINE ET VALLEES, SAINTE GEMME, SAINT JEAN DE THOUARS, ST LEGER DE MONTBRUN et THOUARS ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Niort, le 7 janvier 2019  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a small vertical tick at the end.

Didier DORÉ